



Maison des Entreprises  
247 Chemin de Bellevue – BP 21  
01960 PERONNAS  
Tél. : 04 74 32 17 40  
[contact@logidia.fr](mailto:contact@logidia.fr) - [www.logidia.fr](http://www.logidia.fr)



**Construction de 20 logements  
Terre de Chalandré  
01000 SAINT-DENIS-lès-BOURG**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

marché 2024-CN-328-132

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**LE LUNDI 13 JANVIER 2025 à 19 heures**

**sur la plateforme : <https://marchespublics.ain.fr>**

### IMPORTANT

- ✓ Les offres devront obligatoirement être déposées par voie électronique sur la plateforme <https://marchespublics.ain.fr>. Les plis ne peuvent plus être déposés par voie « papier ».
- ✓ Toutes les questions relatives à cette consultation seront à formuler via la messagerie électronique de cette plateforme.
- ✓ Toutes les réponses aux demandes formulées par les opérateurs économiques seront transmises **à l'adresse mail renseignée par chaque opérateur économique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics** *(notamment lors du téléchargement du dossier de consultation et/ou du dépôt des offres)*.
- ✓ LOGIDIA a décidé de ne pas demander de signature au stade de l'offre.
- ✓ **Cependant, l'opérateur économique retenu devra disposer d'un « certificat de signature électronique ». pour signer son marché.**
- ✓ **Attention ... à la durée de transmission électronique de votre offre !** Le téléchargement n'est pas immédiat. Un pli est hors délai si son téléchargement se termine après l'heure limite.

Plus de renseignements sur la dématérialisation au lien suivant :

<https://www.ain.fr/solutions-pro/entreprise/marches-publics>

*(vous trouverez notamment des informations relatives à l'acquisition d'un certificat de signature électronique, à la procédure de signature électronique ...)*

# SOMMAIRE

<b>I. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>II. CONDITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
II.1. Pouvoir adjudicateur .....	4
II.2. Mode de passation .....	4
Nomenclature .....	4
II.3. Décomposition en tranches et en lots .....	4
II.4. Forme juridique du groupement – mandataire – .....	5
II.5. Délai d'exécution .....	5
II.6. Sous-traitance .....	5
II.7. Variantes .....	5
II.8. Prestations supplémentaires éventuelles .....	6
II.9. Quantités - Prix global et forfaitaire .....	6
<b>III. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>6</b>
<b>IV. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>7</b>
<b>V. DOSSIER DE CONSULTATION –modification - renseignements .....</b>	<b>7</b>
V.1. Modification du dossier de consultation à l'initiative du pouvoir adjudicateur .....	7
V.2. Erreurs éventuelles constatées par le candidat dans les documents de la consultation ....	7
V.3. Renseignements complémentaires relatifs au dossier de consultation .....	7
<b>VI. PRESENTATION DE LA REPONSE DU CANDIDAT .....</b>	<b>7</b>
VI.1. Pièces de la candidature .....	8
VI.2. Pièces de l'offre .....	9
<b>VII. MODALITES DE REMISE DES OFFRES .....</b>	<b>9</b>
<b>VIII. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>12</b>
VIII.1. Offres inappropriées - irrégulières - inacceptables .....	12
VIII.2. Rejet des offres inappropriées - irrégulières - inacceptables .....	12
VIII.3. Offre anormalement basse .....	12
VIII.4. Critères de choix des offres .....	13
VIII.5. Négociation .....	15
VIII.6. Attribution et rejet des offres .....	15
<b>IX. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES .....</b>	<b>15</b>
<b>X. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....</b>	<b>15</b>
<b>XI. CONSERVATION DES PLIS .....</b>	<b>15</b>
<b>XII. DEMATERIALISATION DES ECHANGES APRES NOTIFICATION DES MARCHES .....</b>	<b>15</b>
<b>XIII. VOIES ET DELAIS DE RECOURS .....</b>	<b>15</b>

## **I. OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne les travaux de :

**Construction de 20 logements**

**Terre de Chalandré**

**01000 SAINT-DENIS-lès-BOURG.**

**Pour tout renseignement complémentaire concernant la présente consultation, les candidats devront adresser une demande écrite via la messagerie de la plateforme :**

**<https://marchespublics.ain.fr>**

**cette procédure devra impérativement être respectée, aucune réponse ne pourra être apportée lors d'un contact direct auprès de LOGIDIA ou d'un membre de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre.**

## **II. CONDITIONS GENERALES**

### **II.1. Pouvoir adjudicateur**

LOGIDIA SA HLM – 247 Chemin de Bellevue – BP 21 – 01960 PERONNAS.

### **II.2. Mode de passation**

Le présent appel à la concurrence, en procédure adaptée, est soumis aux dispositions des articles L.2123-1, R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

### **Nomenclature**

<b>Code principal</b>	<b>Description</b>
45210000	Travaux de construction de bâtiments

### **II.3. Décomposition en tranches et en lots**

Les travaux définis ci-dessus font l'objet de **14 lots**.

La décomposition en lots définie au CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) est la suivante :

- 01 - Terrassement - VRD - Espaces Verts
- 02 - Maçonnerie - Gros Oeuvre
- 03 - Charpente - Couverture - Zinguerie
- 04 - Revêtement de Façades
- 05 - Menuiseries Extérieures PVC - VR
- 06 - Portes de Garages
- 07 - Menuiseries Intérieures Bois
- 08 - Isolation - Plâtrerie - Peinture
- 09 - Carrelages - Faiences
- 10 - Sols minces PVC
- 11 - Chauffage - Plomberie - Sanitaires - Ventilation
- 12 - Electricité
- 13 - Etanchéité
- 15 - Serrurerie - Métallerie.

L'offre de chaque candidat devra porter sur l'ensemble des travaux formant au moins un lot. Toute offre incomplète sera éliminée. Une entreprise pourra répondre à plusieurs lots.

Les marchés sont en corps d'état séparés. Pour chaque lot le marché sera conclu soit avec des entrepreneurs distincts, soit en groupement d'entreprises.

#### **II.4. Forme juridique du groupement – mandataire –**

Sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence et des exigences des articles R. 2142-19 et suivants du code de la commande publique, l'offre sera présentée par un seul opérateur économique ou par un groupement d'opérateurs économiques.

Pour la présentation de l'offre, la forme du groupement est libre. Cependant, le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire des autres membres du groupement lors de l'attribution du marché lorsque cela est nécessaire pour la bonne exécution de celui-ci.

Le mandataire du groupement désigné dans l'acte d'engagement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Il pilote et coordonne les prestations à la charge de chacun des membres du groupement et en assume les obligations contractuelles en application de l'article R.2142-24 du code de la commande publique.

#### **II.5. Délai d'exécution**

Le délai global d'exécution est fixé dans le CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières). Il sera de **22 mois** à compter de l'ordre de service.

A titre indicatif il est prévu que les travaux commenceront : **avril 2025**.

**L'opérateur économique s'engage sur le calendrier prévisionnel de travaux afférent à la présente consultation qui est une pièce contractuelle du marché.**

Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux sera définitivement arrêté au cours de la période de préparation du chantier dans les conditions fixées à l'article 10 du CCAP et sera notifié soit en annexe d'un compte rendu, soit en annexe de l'ordre de service.

#### **II.6. Sous-traitance**

Conformément à l'article L2193-3 du code de la commande publique, l'opérateur économique peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

Le pouvoir adjudicateur interdit au titulaire de sous-traiter la totalité des prestations qui lui sont confiées.

Le pouvoir adjudicateur interdit la sous-traitance de second rang.

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve des conditions fixées ci-après.

**Cependant, il doit exécuter avec sa propre main-d'œuvre une part significative des prestations correspondant à son (ses) activité(s) de base.**

**En conséquence, l'offre d'un opérateur économique dont le rôle est uniquement l'achat des matériaux et qui sous-traite la totalité de leur mise en œuvre, sera rejetée.**

Lors de la remise de son offre, le titulaire est tenu de préciser au maître d'ouvrage la partie des travaux qu'il entend sous-traiter.

Toutefois, si le titulaire désire sous-traiter d'autres travaux en cours de chantier, il est dans l'obligation de proposer au maître d'ouvrage le ou les opérateurs économiques à son agrément, selon les modalités mentionnées dans le CCAP afférent au présent marché.

L'intervention du sous-traitant sur le chantier ne pourra intervenir qu'après agrément et validation de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

#### **II.7. Variantes**

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées

On entend par variante une modification des spécifications prévues dans les documents de la consultation et constituant la solution de base. Il s'agit donc d'une offre alternative qui, a minima est aussi performante que la solution décrite initialement par le pouvoir adjudicateur et qui s'y substitue dès lors qu'elle est retenue par ce dernier.

**Exception pourra éventuellement être faite pour ce qui concerne les matériaux et équipements spécifiés dans les documents de la consultation : si le candidat souhaite proposer des matériaux et équipements différents de ceux décrits dans les documents de la consultation, ces derniers devront obligatoirement être détaillés dans la « Fiche produits » (pièce de la consultation qui deviendra contractuelle).**

**Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les équipements/matériaux proposés par le candidat, dans ce cas le pouvoir adjudicateur demandera à l'opérateur économique concerné de confirmer le montant de son offre (en adéquation avec les prescriptions des pièces de la consultation).**

Dans l'hypothèse où la « Fiche produits » ne serait pas transmise à l'appui de l'offre, le titulaire du marché aura l'obligation de son conformer aux prescriptions du CCTP relatif à son lot.

Les variantes exigées par le pouvoir adjudicateur : toutes les variantes décrites dans les pièces techniques, doivent obligatoirement être chiffrées.

Les offres de base et les variantes sont jugées selon les mêmes critères et modalités (cf. paragraphe VIII ci-après)

## **II.8. Prestations supplémentaires éventuelles**

Une prestation supplémentaire éventuelle ne se substitue pas et ne modifie pas le projet de base, mais correspond à une prestation supplémentaire déterminée par le pouvoir adjudicateur et susceptible de s'ajouter, sans remise en concurrence, à une prestation réalisée dans le cadre du présent marché.

Le candidat à l'obligation de répondre au poste « prestations supplémentaires éventuelles » dans son offre ; dans le cas contraire le pouvoir adjudicateur demandera au candidat de compléter son offre dans un délai de 2 jours ouvrés (sans qu'il soit possible de modifier le montant de l'offre de base).

L'offre sera jugée sur le montant global : offre de base + PSE.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander ou non les prestations supplémentaires éventuelles au moment de la signature du marché ou, par avenant, durant la phase chantier.

## **II.9. Quantités - Prix global et forfaitaire**

Le « prix forfaitaire » désigne un prix global qui s'entend pour l'exécution selon les règles de l'art et de bonne construction, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les travaux du lot à charge du titulaire, concourant à réaliser les ouvrages prévus. Le candidat devra donc avoir étudié sous sa propre initiative et parfaitement connaître tous les documents contractuels énumérés ainsi que les pièces et documents mis à sa disposition pour le pouvoir adjudicateur.

Si le candidat ne formule aucune observation sur le contenu du document DPGF, auprès du pouvoir adjudicateur ou auprès de la maîtrise d'œuvre lors de la remise de son offre, le candidat attributaire aura jugé ce document complet ; il devra par conséquent la parfaite réalisation de son marché sans aucune réclamation ou revalorisation de ce dernier.

Le prix global et forfaitaire est actualisable et non révisable.

## **III. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

- Le présent règlement de la consultation
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- l'acte d'engagement et ses annexes (dont la DPGF)
- le tableau récapitulatif des équipements, matériels, matériaux (Fiche produits)
- les plans architecturaux et techniques
- l'étude géotechnique
- le plan général de coordination sécurité et protection de la santé
- le cahier des charges « politique sécurité » de Logidia
- le cahier des charges « modalités pratiques de coopération » de Logidia
- le rapport initial de contrôle technique
- le planning prévisionnel des travaux
- le tableau récapitulatif des DT pour DICT.

#### **IV. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est téléchargeable **gratuitement** sur la plateforme :

<https://marchespublics.ain.fr>

**Référence 2024-CN-328-132.**

Conformément aux articles L.2132-2 et R.2132-2 du code de la commande publique, relatifs à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les documents de la consultation sont gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques ; cette mise à disposition s'effectue sur un profil d'acheteur à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence

Lors du téléchargement du dossier de consultation le candidat doit s'identifier : nom, n° de téléphone et adresse mail valides, afin que le pouvoir adjudicateur puisse les recontacter en cas de besoin (complément d'information par exemple).

Le choix de l'adresse mail est très important. Elle devra être régulièrement consultée.

Nous attirons l'attention du candidat sur le fait que l'identification permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra au candidat de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

Il est impératif que le candidat retire l'intégralité des documents, notamment pour identifier les interactions qu'il pourrait y avoir avec les lots pour lesquels le candidat ne soumissionnerait pas. Le candidat remettant une offre est supposé connaître parfaitement l'ensemble des pièces mises à sa disposition et avoir posé toutes les questions nécessaires préalablement à son engagement.

Aucune version papier ne sera délivrée par le pouvoir adjudicateur.

#### **V. DOSSIER DE CONSULTATION –modification - renseignements**

##### **V.1. Modification du dossier de consultation à l'initiative du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Un courrier électronique sera envoyé via la plateforme dématérialisée sur l'adresse mail indiquée par le candidat pour l'informer de la modification apportée. Le candidat devra alors télécharger le nouveau dossier de consultation et répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

##### **V.2. Erreurs éventuelles constatées par le candidat dans les documents de la consultation**

Lorsqu'un candidat constate une erreur dans les documents de la consultation (Dossier de Consultation des Entreprises) et estime qu'elle mérite d'être rectifiée, ce dernier adresse au pouvoir adjudicateur un message électronique via la plateforme dématérialisée des marchés publics de l'Ain, en lui indiquant l'erreur matérielle constatée.

##### **V.3. Renseignements complémentaires relatifs au dossier de consultation**

Pour tout renseignement complémentaire concernant la présente consultation, les candidats doivent adresser une demande écrite via la messagerie de la plateforme dématérialisée des marchés publics de l'Ain, <https://marchespublics.ain.fr>.

Une réponse sera alors fournie en temps utile à l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier et ayant communiqué une adresse mail valide.

#### **VI. PRESENTATION DE LA REPONSE DU CANDIDAT**

Les offres doivent être obligatoirement libellées en EURO, rédigées en français et contenir 2 dossiers distincts :

- un dossier pour la candidature
- un dossier pour l'offre

## VI.1. Pièces de la candidature

Prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique

### ⇒ Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés
<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Extrait Kbis ou Répertoire des Métiers à jour à la date de remise des offres (moins de 6 mois)</b></li><li>- <b>Déclaration sur l'honneur</b> pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1 ou équivalent)</li><li>- <b>En cas de redressement judiciaire</b>, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet habilitant le candidat à poursuivre son activité » pendant la durée d'exécution du marché ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France</li><li>- <b>Déclaration du candidat dûment complétée</b> ; le candidat joint au formulaire, la décision de pouvoir de la personne signataire habilitée à engager la personne morale candidate (formulaire <b>DC2</b> ou <b>DUME</b> ou document équivalent)</li><li>- <b>Attestations d'assurance décennale et responsabilité civile de chantier en cours de validité</b></li></ul>

### ⇒ Renseignements concernant les capacités économiques, financières et techniques de l'entreprise

Libellés
Inscription registre professionnel / Indication des certificats professionnels du candidat <b>ou DC2 ou DUME</b>
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles <b>ou DC2 ou DUME</b>
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement (détail du personnel avec leurs qualifications, présence du personnel d'encadrement...) sur les 3 dernières années
Expériences professionnelles / Références chantiers : présentation d'une liste des travaux de même nature que l'objet du marché, en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose

⇒ En cas de sous-traitance envisagée, le candidat devra fournir le formulaire **DC4** et les pièces identiques à celles mentionnées ci-dessus pour l'entreprise sous-traitante.

Les candidats pourront utiliser les formulaires **DC1 (lettre de candidature – version du 01/04/2019)** et **DC2 (déclaration du candidat – version du 01/04/2019)** ou **DUME** pour présenter leur candidature.

Ces formulaires sont téléchargeables sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les documents produits contiendront l'ensemble des éléments indiqués ci-dessous et seront accompagnés de pièces justificatives,

**NOTA** : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 2 jours ouvrés maximum.

L'opérateur économique attributaire devra fournir les certificats et attestations mentionnées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique et tout autre document prévu par la réglementation en vigueur. Le non-respect de ces dispositions conduira au rejet de l'offre pressentie.



## VI.2. Pièces de l'offre

Libellés	Signature
Acte d'engagement ( <i>indiquer le nom de l'entreprise sur la page de garde et NE PAS SIGNER</i> )	Non
Décomposition des Prix Global et Forfaitaire dûment complétée	Non
Mémoire technique	Non
Fiche produits	Non

### Le Mémoire technique

**Nous attirons l'attention des candidats sur le contenu du mémoire technique qui doit s'attacher à décrire de façon détaillée les moyens mis en œuvre pour la réalisation du présent chantier :**

#### ⇒ **Note relative à l'organisation**

1. moyens humains affecté spécifiquement au marché : nombre de personnes et qualifications, présence du personnel d'encadrement...
2. moyens matériels affecté spécifiquement au marché : détail des moyens techniques, équipements, matériels, outillages..

#### ⇒ **Note relative à la méthodologie**

Traitement des différentes étapes nécessaires à la réalisation des ouvrages :

1. étude – fabrication (« fiche produits » à compléter)
2. approvisionnement – pose – enchaînement des tâches
3. contrôle des travaux

#### ⇒ **Note sur la sécurité du personnel présent sur le chantier**

liste des mesures prises pour assurer la protection du personnel intervenant sur le chantier afin d'éviter ou de limiter les risques professionnels.

#### ⇒ **Note sur la gestion des déchets du chantier**

1. sensibilisation du personnel
2. précisions mentionnées à l'article D. 541-45-1 du code de l'environnement :
  - ✓ estimation de la quantité totale de déchets générée par l'opérateur économique sur la durée du chantier
  - ✓ modalités de gestion et de collecte des déchets sur le chantier (effort de tri effectué, nature des déchets pour lesquels une collecte spécifique est prévue)
  - ✓ stockage sur le chantier
  - ✓ le(s) point(s) de collecte vers lesquels les déchets seront acheminés par l'opérateur économique et ses éventuels sous-traitants (*identification par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation*)
  - ✓ l'estimation des coûts associés à la gestion et à l'enlèvement de ces déchets.

**NOTA : Seules les pièces mentionnées aux articles VI-1 et VI-2 sont à remettre.** Les autres éléments contenus dans le DCE ne sont pas à joindre, mais sont réputés lus et pris en compte pour la constitution de l'offre. La remise d'une offre vaut acceptation des pièces contractuelles sans réserve ni modifications.

## **VII. MODALITES DE REMISE DES OFFRES**

Conformément aux articles L.2132-2 et R.2132-1 et suivants relatif à la dématérialisation des procédures de marchés publics, **les candidats sont dans l'obligation de transmettre tous les documents relatifs à la présente consultation et de communiquer avec l'acheteur exclusivement par voie électronique.**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, selon les procédures décrites ci-dessous. La transmission d'une offre par tout autre moyen sera rejetée.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Si toutefois une copie de sauvegarde a été remise, il sera procédé à l'ouverture de celle-ci dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Dans le cas où un même candidat remettrait 2 plis pour la présente consultation, seul le pli déposé en dernier sera pris en considération.

**La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.**

- ⇒ Les fichiers composant la candidature et l'offre tels que définis au présent règlement de la consultation, doivent être remis via la plateforme <https://marchespublics.ain.fr> en utilisant le module tel qu'illustré ci-après :

Marchés publics des acheteurs de l'Ain

marcinfo 14 Nov. 2019 09:55 Vous n'êtes pas connecté

Se connecter / S'inscrire

Bienvenue sur le site des MARCHES PUBLICS DES ACHETEURS DE L'AIN

Retrouver les marchés publics des collectivités locales, leurs établissements publics et des bailleurs sociaux

Près de 200 acheteurs diffusent leurs consultations sur cette plateforme

Pour la remise d'une offre en version dématérialisée, il appartient aux candidats d'être tout particulièrement vigilants en prenant en compte :

- la vérification des pré-requis techniques. Pour rappel, il est fortement recommandé de tester la configuration de son poste quelques jours avant le dépôt.
- la durée de la transmission électronique. Le téléchargement n'est pas immédiat. Un pli est hors délai si son téléchargement ne termine après l'heure limite. Le délai varie notamment selon le débit de la connexion internet et le poids des fichiers déposés sur la plateforme de dématérialisation.

A compter du 1er octobre 2016, le dépôt électronique des offres sera obligatoire.

Site en partenariat avec le Département de l'Ain

VOIR LES CONSULTATIONS EN COURS

ACHETEUR : [S'abonner à la plateforme](#)

ACHETEUR : [Régister à votre adresse](#)

Cette plateforme de dématérialisation des marchés publics vous permet de :

- Rechercher et consulter les annonces d'information, de consultation, d'attribution
- Télécharger les Documents de Consultation des Entreprises (DCE)
- Réaliser une offre électronique aux appels d'offres

Mes services

- Service d'archivage quotidien du télémarché
- Historique des actions réalisées sur les consultations
- Service de gestion des pages entreprises personnelles
- Service d'abonnement aux flux RSS de la plateforme

Inscrivez-vous pour bénéficier de l'ensemble de ces services !

DEJA INSCRIT ? Connectez-vous !

Par identifiant et mot de passe

Identifiant :

Mot de passe :

NOUVEL UTILISATEUR ? Inscrivez-vous !

Entreprise (établissement) en France

SIREN SIRET :

Entreprise non établie en France

Pays :

Identifiant national :

(Ex : N° d'immatriculation nationale, DUNS Number, etc.)

Créez votre compte ou utilisez vos identifiant et mot de passe

#### \*Utilisation de la plateforme <https://marchespublics.ain.fr>

- le candidat étant connecté via son identifiant et mot de passe, l'interface de la plateforme propose notamment :
  - ✓ outil de vérification des pré-requis techniques
  - ✓ outils logiciels
  - ✓ documentation
  - ✓ messagerie

#### \*Modalités de transmission de l'offre

- l'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement de consultation,
- chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.
- si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.
- la durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, le candidat est donc invité à s'assurer que tous les documents utiles à la compréhension de son offre, ont bien été réceptionnés par l'acheteur (mail de confirmation de dépôt envoyé par la plateforme <https://marchespublics.ain.fr>).

#### \*Format des fichiers

- les documents à fournir, conformément aux articles V-1 et V-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques

- seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, jpeg, gif, bmp, seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront respecter les règles suivantes :
  - Lotxx-NOM ENTREPRISE-St-Denis-DPGF
  - Lotxx-NOM ENTREPRISE-St-Denis-AE
  - Lotxx-NOM ENTREPRISE St-Denis-memoire
  - Lotxx-NOM ENTREPRISE-St-Denis-DC1
  - Lotxx-NOM ENTREPRISE-St-Denis-DC2
  - etc...

- ⇒ **le nom de l'entreprise comportera 8 caractères maximum**
- ⇒ **la taille des fichiers est limitée à 10 Mo (à respecter impérativement).**

#### **\*Signature des documents**

La signature électronique n'est pas obligatoire au stade de l'offre.

Si toutefois le candidat utilise une signature électronique celle-ci devra être conforme à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et au règlement **eIDAS** de juillet 2014, à savoir une signature électronique avancée avec certificat qualifié (**niveau 3**) ou certificat qualifié (niveau 4).

Toutefois, les soumissionnaires disposant d'un certificat conforme au Référentiel général de sécurité (**RGS**) de niveau (**\*\***) en cours de validité, sont autorisés à signer électroniquement les documents de l'offre par ce moyen.

Dans tous les cas, les formats de signature électronique autorisés sont les suivants : **XAdES, CAdES ou PAdES**.

**Il est à noter que la signature électronique sera imposée à l'entreprise attributaire du marché ; cette dernière devra donc disposer d'un certificat de signature électronique conforme aux dispositions précitées, format PAdES souhaité.**

#### **\*Copie de sauvegarde**

En application des articles 2132-11 du code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde., une copie de sauvegarde peut être envoyée sous pli scellé comportant très lisiblement la mention « COPIE DE SAUVEGARDE ». Cette copie de sauvegarde peut être remise sur support papier ou sur support électronique (clé USB..). **La transmission d'une copie de sauvegarde par voie électronique, notamment par messagerie électronique, n'est pas autorisée.**

La copie de sauvegarde est expédiée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et de garantir sa confidentialité.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019.

**Cette dernière doit parvenir dans le délai imparti pour la remise des offres** à l'adresse suivante :

**LOGIDIA - Service Maîtrise d'Ouvrage et Patrimoine  
247 chemin de Bellevue  
01960 PERONNAS.**

## **VIII. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidatures seront appréciées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques, économiques et financières présentées par les candidats, dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique.

Il est précisé qu'il sera demandé aux candidats de justifier d'un chiffre d'affaires pour la dernière année sur laquelle les chiffres ont été publiés, d'un montant au moins égal à 2 fois le montant estimé du ou des lots pour lesquels une offre est remise.

Dans l'hypothèse où le candidat serait déjà attributaire sur d'autres opérations de Logidia, le montant considéré tiendra compte de l'ensemble des marchés conclus sur les douze derniers mois.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 2 jours.

Toute offre qui parviendra après la date et l'heure limite fixées ou déposée hors plateforme dématérialisée sera rejetée.

Conformément à l'article L. 2141-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exclure de la procédure de passation du présent marché les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnés par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations, lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur.

### **VIII.1. Offres inappropriées - irrégulières - inacceptables**

#### **- Offre inappropriée**

Selon l'article L.2152-4 du code de la commande publique, une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation.

#### **- Offre irrégulière**

Selon l'article L.2152-2 du code de la commande publique, une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

#### **- Offre inacceptable**

Selon l'article L.2152-3 du code de la commande publique, une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

### **VIII.2. Rejet des offres inappropriées - irrégulières - inacceptables**

\* les offres **inappropriées** sont éliminées

\* les offres **irrégulières** ou **inacceptables** peuvent être rendues régulières ou acceptables par une négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

A l'issue de la phase de négociation, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables seront éliminées.

### **VIII.3. Offre anormalement basse**

Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

Si une offre paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur pourra la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge utiles et vérifié les justifications fournies dans les conditions stipulées aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique, si ces précisions et justifications ne sont pas satisfaisantes.

La détection des offres anormalement basses se fera par le biais d'un faisceau d'indices dont la méthode de calcul suivante en fait partie :

1. pour les offres concernant les lots dont le montant estimé est supérieur à 80 000 € **et** couverts par au moins 4 entreprises

⇒ le seuil d'anomalie, en deçà duquel les offres sont qualifiées d'anormalement basses, est fixé à 20 % de la moyenne suivante : moyenne des offres reçues et estimation du maître d'œuvre.

2. pour les offres ne se trouvant pas dans cette situation :  
⇒ le seuil d'anomalie, en deçà duquel les offres sont qualifiées d'anormalement basses est fixé à 55 % de la moyenne des autres offres reçues.

3.

Il pourra être demandé au(x) candidat(s) concerné(s), d'apporter des précisions sur l'estimation du nombre de jours travaillés, le coût de revient du personnel pour une journée de travail, les frais de déplacement, et les achats de matériaux pour exécuter les travaux du lot concerné. Seront également analysées les compétences techniques et la santé financière du ou des candidats. Dans l'hypothèse où les réponses ne permettraient pas d'expliquer le montant de l'offre, celle-ci sera rejetée.

#### **VIII.4. Critères de choix des offres**

Les critères pris en considération pour déterminer la meilleure offre seront :

- 1°) le prix des prestations 60 points
- 2°) la valeur technique de l'offre 40 points

**1°) Le critère " prix des prestations"** sera jugé à partir de la rémunération totale que propose le candidat dans l'acte d'engagement.

Après élimination des offres anormalement basses, la note 60 sera attribuée à l'offre la moins onéreuse. Les autres offres recevront une note calculée selon la formule suivante :

$$N_c = 60 - \left( \frac{M_{Ox} - M_{OMD}}{M_{OMD}} \times 60 \right)$$

- ✓ **N<sub>c</sub>** est la note du candidat.
- ✓ **M<sub>OMD</sub>** est le montant de l'offre la moins-disante.
- ✓ **M<sub>Ox</sub>** est le montant de l'offre y

Si le résultat de cette formule est < à 0, la note attribuée sera 0.

**2°) Le critère "valeur technique"** sera jugé à partir du mémoire technique qui devra comporter au maximum 10 pages (Police Arial – Taille de la police 10 – interligne simple), les pages supplémentaires ne seront pas analysées.

Une note de 0 à 40 sera attribuée en fonction de sa qualité et de sa pertinence suivant les sous critères suivants :

Critères de notation pour déterminer la valeur technique	Valeur de notation sur 40	Descriptif de la notation
<b>Moyens humains, matériels et financiers</b> affectés à ce chantier : Indications sur l'organisation du chantier, Personnel affecté au chantier (nombre et qualification) Matériel affecté au chantier	Notation sur 10 points	- détail du personnel avec leurs qualifications, présence du personnel d'encadrement + moyens techniques, équipements, matériel, outillage détaillé affecté pour ce chantier.
Indications sur la <b>méthodologie</b> prévue pour la réalisation des travaux	Notation sur 10 points	Traitement des différentes étapes nécessaires à la réalisation des ouvrages : - étude – fabrication (« fiche produits » à compléter - approvisionnement – pose – enchaînement des tâches - contrôle des travaux
Sécurité du personnel intervenant	Notation sur 10 points	- Liste des mesures de protection prises pour assurer la protection du personnel intervenant sur le chantier pour éviter ou limiter les risques professionnels.
Assurer la gestion des déchets du chantier	Notation sur 10 points	- Note expliquant les moyens affectés au chantier pour assurer la gestion des déchets du chantier (bennes pour le tri des déchets, sensibilisation du personnel...).

**En cas de non transmission du mémoire technique lors de la remise de l'offre, le pouvoir adjudicateur jugera cette offre « irrégulière » et non régularisable et, en conséquence, la rejettera.**

Une note globale sera attribuée par addition des notes précitées. La note sera arrondie à deux décimales.

**Nota :**

- En cas d'erreur de calcul constatée dans la DPGF, il sera procédé comme suit :
- Si le montant vérifié est supérieur au montant figurant à l'acte d'engagement, il sera demandé au candidat de confirmer le montant de l'acte d'engagement et de mettre sa DPGF en conformité avec l'acte d'engagement.
- si le montant vérifié est inférieur au montant figurant à l'acte d'engagement, il sera demandé au candidat de confirmer le montant vérifié et l'acte d'engagement sera rectifié.
- Les variantes exigées par le pouvoir adjudicateur seront jugées en fonction du prix et de la conformité par rapport au descriptif technique.

En cas d'erreurs purement matérielles, absurdité, incohérence ou oubli, constatés dans la DPGF ou dans l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur pourra demander au candidat, à titre exceptionnel, de fournir les éléments nécessaires pour rendre cette offre acceptable.

Dans ce cas et si l'opérateur économique est susceptible d'être retenu, un nouvel acte d'engagement sera établi mentionnant le montant de l'offre finalement retenue.

Selon la nature de de l'erreur constaté, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'éliminer une offre irrégulière sans en demander la régularisation.

Le pouvoir adjudicateur a la faculté de demander des précisions ou compléments. Il est donc libre d'examiner l'offre d'une entreprise imprécise ou incomplète.

On entend par **précision** : communiquer des détails permettant de décrire plus clairement l'offre ou de l'expliquer avec une plus grande exactitude

On entend par **complément** : apporter des indications qui n'étaient pas disponibles auparavant.

Si le candidat profite de cette demande pour :

- ✓ Modifier d'un point de vue technique le projet
- ✓ Proposer un prix nouveau ou un prix rectifié en l'absence d'erreur, son offre sera éliminée comme irrégulière.

#### **VIII.5. Négociation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les 3 premières entreprises du classement issu de l'analyse des offres. Toutefois, il peut décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

#### **VIII.6. Attribution et rejet des offres**

Dès qu'il aura fait son choix, le pouvoir adjudicateur avisera les candidats du rejet de leur candidature et/ou de leur offre, via la plateforme dématérialisée des marchés publics de l'Ain, L'attribution du marché est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent l'ensemble des certificats et attestations prévues par la réglementation en vigueur. Ces documents devront être remis dans un délai de 7 jours à compter de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur via la messagerie du profil acheteur de Logidia.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai pour les marchés de travaux pour lesquels une telle assurance est obligatoire.

### **IX. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

Les offres devront être **déposées sur la plateforme** au plus tard le :

**[LUNDI 13 JANVIER 2025 à 19 heures.](#)**

### **X. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres, ci-dessus fixée.

### **XI. CONSERVATION DES PLIS**

Les offres non retenues seront tenues à disposition des candidats pendant un délai de 5 ans suivant la date de réunion de la Commission d'ouverture des plis, au lieu de réunion de ladite commission. Au-delà de ce délai, la conservation des plis ne sera plus assurée pour les dossiers qui n'auront pas été repris.

### **XII. DEMATERIALISATION DES ECHANGES APRES NOTIFICATION DES MARCHES**

Le pouvoir adjudicateur a décidé d'utiliser la voie dématérialisée pour la notification des ordres de services et des éventuels avenants qui pourraient intervenir pendant la durée d'exécution du présent marché.

### **XIII. VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le tribunal territorialement compétent est le tribunal judiciaire de Bourg-en-Bresse.

Les voies de recours ouvertes aux candidats évincés sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel
- Référé contractuel.